



**Charte**   
RELATIONS FOURNISSEURS  
ET ACHATS RESPONSABLES  
**SIGNATAIRE**

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE ROUEN  
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE  
1 Rue de Germont  
76 000 ROUEN**

## **MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

### **Objet du marché public :**

**REALISATION D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE POUR LES ETABLISSEMENTS  
MEMBRES DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE.**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)  
COMMUN A TOUS LES LOTS**

Table des matières
--------------------

<b>PREAMBULE : PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE.....</b>	<b>3</b>
<b>CONTEXTE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>5</b>
1.1 - Objet du marché public .....	5
1.2 - Procédure du Marché public .....	5
1.3 - Type de Marché Public .....	5
1.4 - Forme du Marché public .....	5
1.5 - Allotissement.....	5
1.6 - Modifications au marché public et marché complémentaire .....	6
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ PUBLIC ET DELAI D'EXECUTION.....</b>	<b>6</b>
3.1 - Durée du marché public .....	6
3.2 - Délai d'exécution .....	6
3.3 - Prolongation des délais .....	7
<b>ARTICLE 4 - FOURNITURES ET PRESTATIONS POUVANT ETRE COMMANDEES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 5 - REGLEMENTATION.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS.....</b>	<b>7</b>
6.1 - Co-traitance .....	7
6.2 - Sous-traitance.....	7
<b>ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 - CONDITIONS DE COMMANDE.....</b>	<b>8</b>
8.1 - Commandes des analyses et prélèvements si besoin .....	8
8.2 - Modification d'un bon de commande .....	8
8.3 - Annulation d'un bon de commande .....	8
<b>ARTICLE 9 - CONDITIONS DE TRANSPORTS.....</b>	<b>8</b>
9.1 - Lieu des prélèvements.....	8
9.2 - Transports.....	8
9.3 - Emballage/conditionnement.....	9
9.4 - Transmission des résultats .....	9
9.5 - Informations nécessaires.....	9
9.6 - Le Marquage C.E. : .....	9
9.7 - Fiche technique des produits .....	9
<b>ARTICLE 10 - OPERATIONS DE VERIFICATION.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 11 - RESPONSABILITE.....</b>	<b>9</b>
11.1 - Garantie.....	9
11.2 - Accès – Consignes.....	9
11.3 - Assurances.....	9
<b>ARTICLE 12 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX.....</b>	<b>10</b>
12.1 - Contenu des prix.....	10
12.2 - Clause de révision des prix .....	10
<b>ARTICLE 13 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....</b>	<b>10</b>
13.1 - Présentation des demandes de paiement – dépôt de la facture électronique .....	10
13.2 - Conditions de règlement .....	11
13.2.1 - Mode et délai de paiement .....	11
13.2.2 - Modalités de règlement des sous-traitants du titulaire .....	11
13.2.3 - Comptable .....	12
13.2.4 - Changement de taxes .....	12
13.2.5 - Nantissement.....	12
13.2.6 - Avance .....	12
13.2.7 - Retenue de garantie .....	12
<b>ARTICLE 14 - PENALITES.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 15 - RESILIATION.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 16 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 17 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....</b>	<b>13</b>
17.1 – Résolution amiable.....	13
17.2 – Résolution contentieuse – Compétence juridictionnelle.....	13
<b>ARTICLE 18 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>4</b>

**PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE**

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 7.1.

## CONTEXTE

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU de Rouen (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,
- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confiée à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen Normandie établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen Normandie établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de l'établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1<sup>er</sup> niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

## ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet la réalisation d'actes d'analyses de biologie médicale - avec ou sans prélèvements - pour les résidents et patients des établissements membre du GHT Rouen Cœur de Seine.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés par la présente consultation sont listés dans l'annexe n°2 au présent CCAP.

Les prestations pouvant être commandés tels que les consommables et piquants, sont fournis dans la tarification de la NABM.

### 1.2 - Procédure du Marché public

Le marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R.2124-1 à 2 et R.2161-2 à -5 du code de la commande publique.

### 1.3 - Type de Marché Public

Marché(s) public(s) de services : <input checked="" type="checkbox"/>
Catégorie de service : Biologie Médicale

### 1.4 - Forme du Marché public

Conformément aux articles R.2162-2, R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique, le marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande.

En application de l'article R.2162-4 1° du code de la commande publique, chaque lot est conclu sans minimum et avec un montant maximum pour toute la durée de validité du marché public.

Lot 1 : Prestations d'analyses de biologie médicales au CH de Neufchâtel en Bray : Montant maximum sur toute la durée de l'accord-cadre 600 000 € HT

Lot 2 : Prestations d'analyses de biologie médicales au CH de Gournay en Bray : Montant maximum sur toute la durée de l'accord-cadre 400 000 € HT

Le marché public est Mono-attributaire.

### 1.5 - Allotissement

L'accord cadre est composé en 2 lots :

- Lot 1 : Prestations d'analyses de biologie médicales au CH de Neufchâtel en Bray
- Lot 2 : Prestations d'analyses de biologie médicales au CH de Gournay en Bray

### 1.6 - Modifications au marché public et marché complémentaire

Le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1à R.2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Rouen, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'Acte d'engagement (AE) propre à chaque lot et son annexe :
  - Annexe n°1 : Tarifs réglementés NABM
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et ses annexes :
  - Annexe n°1 : Fiche pratique Chorus
  - Annexe n°2 : Liste des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine et informations relatives au paiement ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots et son annexe :
  - Annexe n°1 : Liste informative détaillée des analyses
4. Le mémoire technique.
5. Le questionnaire performance environnementale.
6. Les avenants le cas échéant.
7. Les actes de sous-traitance le cas échéant.
8. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021)

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande.

## ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ PUBLIC ET DELAI D'EXECUTION

### 3.1 - Durée du marché public

Le Marché Public est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la date de notification du marché public.

Le Marché Public peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive d'un an et pour une durée de validité maximale de 4 ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R. 2112-4 Code de la Commande Publique.

Par contre, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le Titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

### 3.2 - Délai d'exécution

Les délais contractuels sont fixés dans le CCTP et dans le mémoire technique du titulaire si les délais proposés sont inférieurs aux délais maximums fixés dans le CCTP.

### **3.3 - Prolongation des délais**

En cas d'empêchement ou de retard, le Titulaire est tenu d'informer le représentant de l'établissement du GHT Rouen Cœur de Seine concerné afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits ou l'exécution des prestations commandées dans les conditions de l'article 13-3 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 4 - FOURNITURES ET PRESTATIONS POUVANT ETRE COMMANDEES**

Le présent marché public a pour objet la réalisation d'actes d'analyses de biologie médicale pour les résidents et patients des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine, avec ou sans prélèvement selon les lots concernés, comme indiqué dans le CCTP.

Les prélèvements sont réalisés par les IDE du Service ou par le titulaire du marché, selon les lots concernés. Ces prestations sont détaillées dans le CCTP commun à tous les lots.

## **ARTICLE 5 - REGLEMENTATION**

Le titulaire accomplit sa mission en suivant les règles de sa profession et s'engage à respecter l'ensemble des textes légaux et réglementaires, particulièrement ceux touchant la réglementation du travail et les conditions d'hygiène et de sécurité.

## **ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS**

### **6.1 - Co-traitance**

Si le marché a été conclu avec un groupement d'opérateurs économiques, au sens du présent CCAP, des opérateurs économiques sont considérés comme groupés s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Il existe deux sortes d'opérateurs économiques groupés : les opérateurs économiques groupés solidaires et les opérateurs économiques groupés conjoints.

Les opérateurs économiques groupés sont solidaires lorsque chacun d'entre eux est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du CHU de ROUEN maître d'ouvrage, pour l'exécution du marché.

Les opérateurs économiques groupés sont conjoints lorsque les prestations sont divisées en prestations dont chacune est assignée à l'un des opérateurs économiques, chacun d'eux est engagé pour la ou les prestations qui lui sont assignées ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, est solidaire de chacun des autres dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître de l'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Le mandataire représente jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des opérateurs économiques conjoints vis-à-vis du CHU de ROUEN, maître de l'ouvrage, pour l'exécution du marché.

Dans les deux types de groupements, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché. Il assure, sous sa responsabilité, la coordination des entreprises. Il pourvoit à la défaillance éventuelle de ses co-traitants et assume à ce titre la solidarité financière de leur remplacement. Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ses co-traitants en assumant les tâches d'ordonnancement et de pilotage des prestations.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'opérateur économique mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme le mandataire des autres entrepreneurs.

### **6.2 Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve du respect des dispositions de la Loi du 31/01/1975 relative à la sous-traitance dûment modifiée par la loi n° 2001-168 du 11/12/2001 (MURCEF), et des articles L.2193-1 à L.2193-14 et articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire qui désire sous-traiter une partie de son marché doit préalablement transmettre l'agrément du sous-traitant et de ses conditions de paiement au pouvoir adjudicateur, et ce avant tout commencement d'exécution.

La personne habilitée à engager le pouvoir adjudicateur, sous réserve des dispositions du Code de la commande publique, pourra alors en cas d'accord accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions par un acte spécial annexé au présent marché.

## ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

## ARTICLE 8 - CONDITIONS DE COMMANDE

### 8.1 - Commandes des analyses – et prélèvements si besoin -

Les commandes des analyses, et éventuellement prélèvements, sont réalisées par les IDE de chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine et sont transmises de manière dématérialisée au laboratoire titulaire. Ainsi, la prescription médicale jointe au prélèvement effectué par les IDE de chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine vaut bon de commande. A défaut et en cas de panne, il pourrait y avoir recours par demande téléphonique.

### 8.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

### 8.3 - Annulation d'un bon de commande

Chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

## ARTICLE 9 - CONDITIONS DE TRANSPORTS

### 9.1 - Lieu des prélèvements

Les lieux de prélèvements, seront vus avec le titulaire au moment de la mise en place du marché.

### 9.2 - Transports

Le transport des prélèvements est effectué par le Titulaire ou son mandataire sous sa responsabilité. Effectivement, le titulaire doit bien prendre en compte les spécificités de chaque lot, et ce seront éventuellement les infirmières mandatées par le laboratoire soumissionnaire, qui assurent le transport des prélèvements jusqu'au laboratoire concerné.

- Frais de transport :

Le transport des prélèvements **est à la charge matérielle et financière du Titulaire.**  
(FRANCO DE PORT SANS MINIMUM DE COMMANDE)



#### - Risques inhérents au transport :

Le Titulaire est déclaré responsable des prélèvements jusqu'à complète achèvement de sa prestation; les avaries, incidents, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du Titulaire. Il en est de même pour les opérations de conditionnement et d'emballage.

En application de l'article 20.3 du CCAG-FCS, le Titulaire est responsable des modalités de transport choisies.

### **9.3 - Emballage/conditionnement**

Le conditionnement et l'emballage devront être conformes à la réglementation concernant le transport d'examen de biologie médicale.

### **9.4 - Transmission des résultats**

La transmission des résultats devra se faire par voie dématérialisée, avec une intégration directe dans les Dossiers Patients Informatisés en fonction des lots.

### **9.5 - Informations nécessaires**

Prévention des risques biologiques: le titulaire doit faire état de son engagement vis à vis du Guide de Bonne Exécution des Analyses (GBEA).

### **9.6 - Le Marquage C.E. :**

Les réactifs et les consommables proposés et utilisés doivent être conformes au "Marquage C.E.".

### **9.7 - Fiche technique des produits**

Les fiches techniques de réalisation des analyses devront être fournies sur simple demande de l'établissement membre concerné.

## **ARTICLE 10 - OPERATIONS DE VERIFICATION**

En cas de résultat des examens de biologie non conformes ou inexploitable, sur simple demande de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, le prestataire devra renouveler l'analyse, sans facturation complémentaire.

## **ARTICLE 11 - RESPONSABILITE**

### **11.1 - Garantie**

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

### **11.2 - Accès – Consignes**

Le Titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par l'établissement membre concerné.

Le Titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le Titulaire.

### **11.3 - Assurances**

Avant tout commencement d'exécution puis annuellement, le Titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

## ARTICLE 12 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

### 12.1 - Contenu des prix

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des tarifs réglementaires des valeurs des lettres clés en matière de biologie médicale pour les actes sur nomenclature.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des tarifs publics remisés pour les actes hors nomenclature.

Concernant les actes hors nomenclature, le pourcentage de remise s'appliquant sur les prix publics est présenté à l'article 5.1 de l'acte d'engagement.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

### 12.2 - Clause de révision des prix

Concernant les actes présents sur la nomenclature, les prix ne peuvent être révisés que par l'UNCAM (Union nationale des caisses d'assurance maladie). En dehors de ces révisions, les prix pour les actes sur nomenclature seront fermes pour toute la durée du marché.

Concernant les actes hors nomenclatures, les prix unitaires du marché public sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché public par ajustement, par référence au prix du présent marché public.

Dans la mesure où le titulaire souhaiterait réviser les prix du marché public, il appartient au titulaire de faire connaître ses nouvelles propositions **2 mois** avant chaque date anniversaire du marché public, sans aucune intervention du service acheteur. Dans le cas d'une hausse supérieure à **1 %**, l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné pourra limiter de plein droit cette augmentation sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou résilier le marché public ou ne pas le reconduire sans que le titulaire ne puisse lui opposer de recours.

Cette révision interviendra lors de la reconduction et les nouveaux prix s'appliqueront aux commandes émises à compter de cette date.

L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné se réserve également le droit de présenter les demandes d'ajustement à l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

## ARTICLE 13 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

### 13.1 - Présentation des demandes de paiement – Dépôt de la facture électronique

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement concerné rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- **En annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe 1 au CCAP)**
- **Un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>**

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera transmis au titulaire par chaque établissement.

## **13.2 - Conditions de règlement**

### **13.2.1 - Mode et délai de paiement**

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

Le paiement s'effectue conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article 2192-31 du Code la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt de la BCE majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

### **13.2.2 - Modalités de règlement des sous-traitants du titulaire**

Le règlement des factures des sous-traitants en paiement direct intervient dans les conditions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé;
- Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché, accompagné des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé;
- Dans ce dernier cas, le pouvoir adjudicateur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant;
- Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 13.2.1. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé ou de l'expiration du délai mentionné au 3e alinéa si, pendant ce délai le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au 4e alinéa.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

### 13.2.3 - Comptable

Les comptables assignataires chargés des paiements de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine sont listés à l'annexe n°2 du CCAP.

### 13.2.4 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au Titulaire ou au CHU de Rouen, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

### 13.2.5 - Nantissement

Le titulaire peut donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, la Direction Générale du CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R2191-45 à 2191-62 du Code de la Commande Publique) ou délivrer un certificat de cessibilité de créances (NOTI6).

### 13.2.6 - Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, du bon de commande dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique.

### 13.2.7 - Retenue de garantie

Sans objet.

## ARTICLE 14 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le Titulaire dépasse le délai de livraison et/ou d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = Le montant de la pénalité ;

V = La valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ;

et R = Le nombre de jours en retard.

Cette pénalité s'applique au montant des prestations exécutées tardivement.

Les pénalités de retard sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Par dérogation à l'article 14.1.2 il n'y a pas de plafonnement des pénalités.

## ARTICLE 15 - RESILIATION

Les clauses de résiliation prévues par les articles 38 à 45 CCAG-FCS sont applicables au présent marché public.

## ARTICLE 16 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 40 du CCAG-FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 40 du CCAG-FCS sont applicables.

## ARTICLE 17 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

### 17-1 Résolution amiable

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 à R.2197-2 du Code la commande publique.

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, [dominique.durand@chu-rouen.fr](mailto:dominique.durand@chu-rouen.fr) – **Médiateur interne et Correspondant PME**

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU de Rouen s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

**Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.**

### 17-2 Résolution contentieuse - Compétence juridictionnelle

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

## ARTICLE 18 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

**CONFORMEMENT A L'ARTICLE 1.2 DU CCAG/FCS, IL EST DEROGE AU CCAG/FCS POUR LES ARTICLES SUIVANTS :**

CCAP	CCAG-FCS
Article 2	Article 4.1
Articles 14	Articles 14.1.1, 14.1.3, 14.1.2